

biens d'équipement, et obtiennent ainsi, par rapport aux Canadiens, qui tâchent de faire le même travail, des avantages fiscaux au Canada.

Le Gouvernement a effectivement aidé des étrangers, non seulement à placer des fonds au Canada mais, par ses malencontreuses lois fiscales, à priver des Canadiens de leur travail et de leur commerce. Dans le cas qui nous occupe, des Canadiens auraient accueilli l'occasion avec plaisir.

On nous dit, en outre, qu'il faut faire vite, que nous ne pouvons même pas attendre jusqu'à après-demain pour nous prononcer sur cette résolution. Il y a plus de cinq ans que nous attendons et, pour ce qui est de la présente session, il y a plus de quatre mois que nous attendons. Aujourd'hui, le premier jour où nous sommes saisis de la motion, on nous dit que ce sera notre dernier. Voilà l'urgence qu'il y avait. Bien entendu, la limite est fixée au 7 juin. Quelle blague! Croit-on un seul instant que le 7 juin sera la limite, si le débat n'est pas alors terminé? Ces gens obtiennent les fonds. On se les représente les mains tendues pour les recevoir!

M. Fraser (Peterborough): Brûlants d'impatience!

L'hon. M. Drew: Oui, brûlants d'impatience! Les Canadiens auront le gousset vide, si l'affaire continue. Mais, d'ici là, qu'on ne se laisse pas impressionner par ces prétendues dates limites. Il y a plus de cinq ans que le Gouvernement a l'affaire en mains. Il faut espérer qu'aucun député ni qu'aucun autre Canadien ne se laissera impressionner par cette hâte factice dont on nous parle.

Une voix: M. Frost.

L'hon. M. Drew: Espérons aussi, en dépit de certaines de ces interruptions, que le hansard ne peut reproduire tout à fait, j'en suis sûr, que nous n'entendrons plus de balivernes au sujet de la prétendue hostilité de l'opposition à l'égard des placements en provenance des États-Unis. (*Exclamations*)

Une voix: Quoi, encore?

L'hon. M. Drew: Ce n'aurait pas été parfait, si le chœur des enclumes s'était passé de la voix du ministre du Commerce. Ce n'est pas ce qui s'est produit en l'occurrence, car j'ai entendu le ministre du Commerce donner le ton au bruit confus qu'on a fait quand j'ai prononcé ces paroles. Non, le ministre du Commerce sait parfaitement bien que c'est faux, systématiquement faux de prétendre que nous nous sommes opposés à de tels placements. (*Exclamations*) Aucun Canadien bien renseigné n'ignore que notre pays a compté sur des placements étrangers en provenance non seulement des États-Unis mais

aussi de la Grande-Bretagne et d'ailleurs. Nous ne parlons pas en l'occurrence de placements en provenance des États-Unis. Nous parlons du placement d'argent canadien, du placement des deniers des contribuables, dans une entreprise qui sera ensuite mise sous la coupe des États-Unis par le Gouvernement. C'est de cela que nous parlons.

Une voix: Fin de la citation.

L'hon. M. Drew: Je demande encore une fois, en dépit des bruits que certains jugent bon de faire, s'il se trouve ici des députés pour penser sincèrement qu'une telle proposition portant sur l'avance de fonds américains pour financer une entreprise canadienne analogue aux États-Unis pourrait vraiment s'entendre au Congrès de Washington? Le plus bruyant et le plus criard de mes vis-à-vis sait très bien qu'une telle proposition soumise au Congrès des États-Unis essuierait un rire homérique dont les Américains de la ligne d'alerte préliminaire entendraient les échos.

L'hon. M. Rowe: On ne l'entendrait pas dans les rues de New-York, et, qui sait, même pas au Congrès.

L'hon. M. Drew: J'ai dit que le premier point soulevé est l'autorité du Parlement lui-même, et nous en avons sous les yeux l'évidence même. Chacun savait ici que l'accord passé avec *Trans-Canada Pipe Lines* stipulait que le financement devait être réglé au plus tard le 30 avril. Il était certainement de la plus haute importance pour les députés, et surtout pour le Gouvernement, que toute proposition de second choix fût connue et prise en considération.

Voici que le ministre du Commerce est allé chercher les lettres de M. McMahon.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: C'est assez mesquin!

M. Hees: Vous nous le direz si vous les trouvez?

L'hon. M. Drew: J'espère qu'il les trouvera ainsi que ses réponses à M. McMahon. Nous aurions aimé avoir ces renseignements et je pense que le premier ministre aurait aussi aimé les avoir.

L'hon. M. Rowe: Le ministre de l'Agriculture aussi.

L'hon. M. Drew: Néanmoins, en réponse à une question directe sur les propositions de M. Frank McMahon de Calgary...

Une voix: Qui est-ce?

L'hon. M. Drew: J'entends des vis-à-vis demander "qui est-ce?" Il faut le demander au ministre du Commerce. Il est en rapport avec lui depuis quelque temps.